

même, un renforcement du militarisme. Les gouvernements capitalistes ne consentent à réduire le temps de service qu'à la condition de toute une série d'autres réformes qui signifient, en fait, une consolidation du système militaire (militarisation de toute la population, périodes de réserve plus fréquentes, création de cadres puissants de soldats professionnels). En outre, la revendication de la réduction du temps de service est presque toujours très populaire, non seulement parmi les soldats, mais aussi parmi les masses des travailleurs en général. C'est une revendication des masses elle-mêmes. Pour toutes ces raisons, il ne saurait y avoir de doute de *principe* relativement à sa justesse. Le fait que les social-démocrates revendiquent eux aussi, parfois, la réduction du temps de service militaire n'est vraiment pas une raison sérieuse pour renoncer à cette revendication. Seuls, les social-démocrates profiteraient de cette renonciation. Il est bien plus nécessaire de dénoncer le but poursuivi par les social-démocrates qui lancent cette revendication si populaire dans les masses et si facilement réalisable dans les cadres de la société capitaliste ; ce but, c'est de gagner les masses à la « défense de la patrie » bourgeoise, contraire aux intérêts de ces masses. Souvent, les social-démocrates se servent de cette revendication comme d'un mot d'ordre électoral démagogique qu'ils « oublient » aussitôt arrivés au pouvoir.

Les communistes et les autres travailleurs révolutionnaires lancent au contraire cette revendication afin de soutenir directement les intérêts des masses et de mobiliser celles-ci dans la lutte contre le militarisme. Il va sans dire qu'ils ne doivent pas la lancer isolément, mais simultanément à la lutte énergique contre des « réformes » aussi nettement réactionnaires que la création d'armées mercenaires et en liaison étroite avec les mots d'ordre politiques généraux de la lutte antimilitariste, *ainsi que toutes les autres revendications partielles*. Il ne saurait y avoir de règle générale quant à la forme de cette revendication : 12, 9, 6 mois de service. La réponse la plus juste à cette question ne peut être obtenue que dans les *casernes*. Il peut se faire que la revendication de réduction du temps de service à six mois soit extrêmement populaire parmi les masses de soldats alors que la réduction à trois mois ne soit qu'une revendication purement démagogique et impossible.

La revendication de réduction du temps de service ne vaut que pour les armées de conscription. Pour les armées mercenaires qui se composent de soldats de profession, volontaires, elle n'a aucun sens sous cette forme. Comme les soldats de profession s'engagent le plus souvent pour un long délai (par exemple pour dix ans dans la *Reichswehr* allemande), c'est plutôt la revendication du droit de *résiliation* à tout moment *du contrat d'engagement* qui correspond aux intérêts des membres des armées professionnelles.

Des revendications partielles justes en soi prennent parfois un sens opportuniste, *lorsqu'elles sont mal fondées*. Il arrive, par exemple, que la revendication de réduction du temps de service est motivée, à tort, par la raison que le soldat moderne peut être suffisamment instruit en un plus court intervalle de temps. En donnant ce motif, on se place sur le terrain du militarisme bourgeois, car on part du point de vue des exigences de la « défense de la patrie » bourgeoise, alors qu'il faudrait se placer au point

de vue des besoins directs des soldats, lutter pour le soulagement de leur situation et les mobiliser ainsi dans la lutte contre la « défense de la patrie » bourgeoise.

La revendication du relèvement de la paie des soldats accompagnée de la proposition de voter de nouveaux crédits militaires dans ce but appartient à la même catégorie que la revendication ci-dessus. Le vote de nouveaux crédits aboutit à imposer de nouvelles charges à la population travailleuse. Quoique les crédits soient destinés, dans ce cas, au seul but admissible de soulager la situation des ouvriers et des paysans, qui sont obligés de servir dans l'armée, c'est cependant une erreur d'exiger de nouveaux crédits militaires. Cela n'est d'ailleurs pas nécessaire, car on peut toujours faire valoir, à très juste raison, que la bourgeoisie consacre des sommes énormes pour les traitements des officiers et des prêtres, pour les armements, etc., alors que les soldats sont dans la situation de prisonniers et de mendiants.

Il arrive bien plus souvent encore que des mots d'ordre d'agitation et de propagande sont confondus avec des revendications partielles, ce qui détermine inévitablement des malentendus. Il serait par exemple erroné de poser *comme revendication* « la suppression de l'instruction militaire pour des buts de guerre impérialistes et l'institution de l'instruction en vue de la guerre révolutionnaire », car on ne saurait demander aux ennemis des choses qui ne peuvent être obtenues que par l'action révolutionnaire des masses elles-mêmes.

Il en est de même de la revendication de non-emploi de l'armée contre les grévistes, les manifestants, etc. L'armée bourgeoise est là précisément pour agir contre les ouvriers et les classes opprimées en général. La revendication du non-emploi de l'armée dans sa destination directe ne pourrait que faire naître l'illusion que la bourgeoisie pourrait vraiment renoncer à un tel emploi. Par contre, rien de plus juste qu'un appel adressé aux soldats pour les inviter à ne pas combattre contre les travailleurs. On ne saurait exiger la fraternisation des soldats avec les ouvriers d'un gouvernement de capitalistes ; c'est là toujours *une action révolutionnaire* qui doit être accomplie contre la classe oppresseuse.

Les revendications des soldats doivent être extrêmement concrètes ; elles ne sauraient donc être imaginées par « la raison pure ». Il est absolument indispensable de connaître avec précision la situation des soldats et ce dont ils sont le plus *mécontents* afin de pouvoir formuler justement ces revendications. Des revendications qui ne seraient pas assez concrètes, qui ne correspondraient pas à la situation réelle des soldats ne sauraient être prises au sérieux par eux.

Le fait que les armées se composent partout, en très grande partie, de *paysans* et dans beaucoup de pays de *minorités nationales*, exige une attention particulière envers ces éléments et leurs revendications spécifiques dans l'action antimilitariste.

Dans nombre de pays, les fédérations communistes des jeunes ou d'autres organisations ouvrières qui défendent les intérêts des masses de soldats ont groupé les revendications partielles des soldats dans un *programme spécial*. Un tel programme a une grande importance pratique parce qu'il rend possible une action concentrée dans la lutte pour les revendications des soldats. Sa signification n'est nullement limitée au travail direct parmi les masses de soldats. Les revendications de celles-ci sont propres à